

LA FRANCE FORTE

NICOLAS SARKOZY

EMBARGO AU PRONONCÉ

DISCOURS DE NICOLAS SARKOZY **Marseille - Dimanche 19 février 2012**

Mes chers amis,

Aujourd'hui je suis venu parler de la France. On n'en parle pas assez comme si c'était démodé. Comme si on avait fini par tellement s'y habituer que l'on n'y accordait plus d'importance.

Jeune, j'ai aimé la France sans le savoir. Beaucoup dans ma famille venaient de loin.

J'aimais le ciel sous lequel je vivais et ce n'était pourtant pas le ciel de Marseille.

J'aimais le son des mots.

J'aimais des chansons, des musiques, des livres.

J'aimais des villes, une façon d'aligner des maisons, de planter des arbres le long des routes.

J'aimais des bords de mer.

J'aimais une façon de rire, une façon d'être libre, une façon de goûter la vie.

J'aimais une façon d'aimer.

J'aimais la France sans le savoir, sans comprendre le prix qu'avait dû payer tant de générations pour nous léguer notre patrie.

Je l'aimais comme l'air qu'on respire.

Je l'aimais au fond sans comprendre ce qu'elle avait d'unique, ni ce qu'elle devait à des milliers d'années de travail et d'amour et au sang que tant de femmes et tant d'hommes avaient versé pour qu'en entendant son nom il n'y ait pas une seule personne au monde qui ne pense à la liberté.

J'ai mis du temps pour mesurer à quel point si la France restait si vivante dans mon cœur, elle le devait aussi à tous ceux qui dans le monde continuent de l'aimer et d'espérer en elle.

Je n'ai cessé en avançant dans la vie de ressentir à quel point cette idée de France, qui me semblait si éloignée de mon existence quotidienne lorsque j'étais jeune, y était en réalité présente à chaque instant, combien la France était

Seul le prononcé fait foi

1/13

LA FRANCE FORTE

NICOLAS SARKOZY

humaine, combien la France était charnelle, combien elle avait contribué à me façonner depuis l'enfance.

Je me souviens qu'au début j'ai fait de la politique parce que je voulais agir, résoudre des problèmes, aider les gens à surmonter leurs difficultés, me battre pour des idées.

En me retournant sur toutes ces années j'ai compris que le combat, le combat essentiel, c'est celui que l'on mène pour le pays qui vous a vu naître ou que l'on reconnaît comme sien. Il n'y en a pas un seul qui lui soit supérieur.

Confronté tous les jours aux difficultés quotidiennes des Français, je me suis forgé la conviction qu'en tirant tous les fils de la politique, on remontait toujours à la France, que la France au bout du compte devait être le grand sujet de la politique, que l'on ne pouvait pas séparer la vie des Français du destin de la France, que l'on ne pouvait pas résoudre les problèmes des Français sans résoudre ceux de la France, que la France était au final le seul rempart grâce auquel on pouvait protéger les Français.

Telle est la conviction que je veux faire partager tout au long de cette campagne que nous allons vivre ensemble.

Les cinq années écoulées depuis que les Français m'ont élu à la Présidence de la République n'ont fait que renforcer cette conviction.

Une France faible ne peut pas protéger les Français. Dans les périodes les plus noires de notre Histoire, celles qui ont été les plus douloureuses pour les Français, le malheur est toujours venu de ce que la France n'avait pas été assez forte. Quand la lâcheté, la démission, la faiblesse de gouvernements de passage ont été à l'œuvre, ce sont les Français qui ont eu à en assumer les conséquences.

Depuis 2008, dans la tempête économique et financière la plus grave et la plus dangereuse que le monde ait connu depuis les années 30, la France a résisté, la France a tenu. Les Français ont fait face.

Je sais mieux que personne toutes les souffrances et toutes les difficultés que cette crise a créé, parce qu'en France toutes les souffrances et toutes les difficultés des Français remontent toujours au Président de la République, parce que chacun se tourne vers lui pour les exprimer et pour demander de l'aide, parce que chacun le regarde comme le dernier recours lorsqu'on a épuisé tous les autres.

Je mesure ce qu'il aurait fallu faire de plus ou de mieux. J'ai un devoir de lucidité. Je ne prétends pas que l'on a tout réussi.

Mais chacun doit bien comprendre à quelle catastrophe nous avons échappé. Je veux le dire calmement mais fortement : ceux qui font comme si rien de grave ne s'était passé depuis 3 ans dans le monde, comme si les risques auxquels la

Seul le prononcé fait foi
2/13

LA FRANCE FORTE

NICOLAS SARKOZY

France s'était trouvée confrontée n'avaient pas été dramatiques, ceux-là mentent aux Français et ne rendent pas service à la France.

Dans deux mois cela sera pour chacun d'entre vous le moment du choix.

Les circonstances font que ce choix sera décisif, il faut pouvoir vous décider en mesurant bien les enjeux. Si aujourd'hui on ne comprend pas la nature de la crise et les risques qu'elle nous fait courir alors non seulement on ne peut pas juger le passé mais par-dessus tout on ne peut pas imaginer l'avenir, on ne peut pas préparer l'avenir.

Occulter la crise ce n'est pas seulement malhonnête, c'est surtout dangereux, parce que l'on ne se défend pas contre des périls dont on nie l'existence, parce que l'on ne se protège pas contre des menaces que l'on fait semblant de ne pas percevoir.

Je le dis à tous les Français quelles que soient leurs convictions : souvenez-vous qu'à l'automne 2008 toutes les banques du monde ont failli disparaître, souvenez-vous que si les banques françaises avaient été entraînées dans un tel cataclysme, ce sont vos économies, vos salaires, vos emplois qui auraient été emportés.

Nous avons réussi à éviter cette catastrophe.

Puis il y a eu la crise économique, la récession, qui a touché tous les pays dans le monde. Il a fallu que l'État intervienne pour financer l'économie, pour soutenir l'activité, pour éviter une nouvelle fois que tout s'effondre.

Nous avons réussi à éviter la catastrophe.

Puis il y a eu la crise des dettes publiques, la crise de l'Europe, la crise de l'Euro. Il a fallu que la France s'implique à chaque minute pour empêcher l'éclatement de l'Euro qui aurait emporté toute l'Europe et qui aurait coûté si cher aux Français et en particulier aux plus vulnérables.

Nous avons réussi à éviter la catastrophe.

Si un Français en doute, s'il veut savoir à quoi nous avons échappé, ce qui aurait pu arriver à chacun si la France n'avait pas été assez forte,

Alors regardez ce qui arrive à l'ouvrier grec.

Pensez à ce qui arrive au retraité italien.

Voyez ce que peut ressentir le chômeur espagnol qui a si peu de chances de retrouver un emploi parce que le chômage y est trois fois plus élevé qu'en France.

Imaginez le fonctionnaire portugais avec son traitement diminué de 25%.

Seul le prononcé fait foi

3/13

LA FRANCE FORTE

NICOLAS SARKOZY

Et regardez ces milliers de familles américaines qui sont condamnées à vivre dans des mobil homes parce qu'au chômage ils ne peuvent plus payer les traites de leur maison.

En France, c'est vrai, l'endettement a augmenté.

C'est vrai, les fins de mois sont plus difficiles.

C'est vrai, il y a plus de chômeurs.

C'est vrai, il est difficile de se loger.

C'est vrai, on ne pourra plus partir à la retraite à 60 ans.

C'est vrai, il va falloir travailler plus longtemps.

C'est vrai, un fonctionnaire sur deux partant à la retraite n'est pas remplacé et dans certaines administrations le travail est plus éprouvant.

Ces décisions, je les assume. Elles étaient difficiles mais si on ne les avait pas prises à temps, où en serions-nous aujourd'hui ?

La vérité, c'est que la France n'a pas été emportée par une crise de confiance comme tant d'autres pays.

L'État n'a pas fait faillite.

Les salaires et les pensions de retraite n'ont pas baissé.

Le chômage n'a pas explosé comme ailleurs.

Des centaines de milliers de Français n'ont pas été chassés de chez eux.

Il n'y a pas eu ce désespoir, cette violence qu'il y a dans d'autres pays.

Il faut regarder en face la réalité du monde, la réalité de la crise pour comprendre que travailler davantage c'est la seule façon de préserver notre niveau de vie, notre pouvoir d'achat, de sortir par le haut de cette crise qui tire tant de pays vers le bas, de laisser à nos enfants un pays qui ne croulera pas sous les dettes et les déficits.

Notre génération n'a pas le droit de laisser nos enfants régler les factures que nous n'aurions pas eu le courage d'assumer.

Si on refuse la réalité, on ne peut pas comprendre les efforts qu'il nous faut faire. Et si on ne les comprend pas, on ne les fera pas et si on ne les fait pas alors ce sont tous les Français qui en souffriront.

Seul le prononcé fait foi
4/13

LA FRANCE FORTE

NICOLAS SARKOZY

Je ne veux pas de cette souffrance ! Car elle serait la conséquence de la facilité, de la démagogie et du mensonge.

Si la France a mieux résisté que d'autres, c'est qu'elle a puisé sa force dans ce qu'elle avait de meilleur en elle, dans ce qui lui a toujours permis de surmonter les pires épreuves, de demeurer un grand pays.

Je veux parler du travail, de l'effort, du courage et de l'intelligence, des valeurs de responsabilité et d'autorité.

Je veux parler du sentiment très fort de former une seule et même Nation.

Je veux parler de l'idéal de la République, de la chance qu'elle veut donner à tous les talents, à tous les mérites, de la valeur qu'elle reconnaît au travail.

Je veux parler de cette grande chose en France qui s'appelle l'État et dont on voit bien dans la crise combien l'absence ou la faiblesse peuvent être dangereuses.

Pendant cinq ans la France s'est appuyée sur ces valeurs, sur ces institutions pour rester forte.

Ce fut une tâche très difficile parce qu'il a fallu rompre avec des habitudes ancrées depuis des décennies. Il a fallu rompre avec l'habitude de toujours céder, de toujours reculer, face à la moindre pression, à la moindre protestation.

Jamais autant de réformes n'ont été accomplies depuis le début de la Vème République, mais tant de retard avait été pris et la crise a ouvert tant de fronts, demandé tant d'énergie.

Les effets bénéfiques de tant de réformes que la France attendait depuis si longtemps ont été masqués par les dégâts de la crise. Mais grâce à elles, la France ayant renoué avec ses valeurs sortira plus forte de cette épreuve.

Si les Français ont souffert de la crise, c'est à proportion des erreurs qui avaient été commises et qui ont affaibli la France.

Si les Français ont souffert de la crise, c'est parce que pendant trop longtemps les valeurs d'où vient la force de la France ont été abandonnées par ceux-là même qui avaient la responsabilité de les défendre.

L'idéologie du partage du travail, la mise en cause systématique de toute forme d'autorité, la dilution des responsabilités ont affaibli la France et ont rendu les Français plus vulnérables.

A force de ne plus regarder la France comme un tout, comme une destinée commune dont chacun est solidaire, mais comme une simple juxtaposition de communautés et de clientèles, à force de donner à chacun ce qu'il réclame sans tenir compte de ce que ça coûte à tous, à force que chacun n'ait plus que des

Seul le prononcé fait foi
5/13

LA FRANCE FORTE

NICOLAS SARKOZY

droits et que l'on ne se soucie plus de lui faire respecter des devoirs, on a fragilisé la société et pris le risque qu'elle vole en éclat dans l'épreuve au moment où elle avait besoin de la plus grande cohésion.

Quand on oublie la France, on tolère l'absentéisme scolaire, on s'offusque de la suspension des allocations familiales et on oublie qu'un enfant qui ne va pas à l'école, c'est une richesse immense que la France gaspille et que toute sa vie il sera à la charge de tous.

Quand on oublie la France, on oublie que ceux qui ne travaillent pas sont toujours à la charge de ceux qui travaillent. Et si ceux qui travaillent sont de moins en moins nombreux, la charge finira par devenir insupportable.

Quand on oublie la France, on oublie que c'est le travail des uns qui donne du travail aux autres et qu'en partageant le travail au lieu de l'encourager, on s'appauvrit collectivement au lieu de s'enrichir.

Quand on oublie la France, on oublie que ce sont les travailleurs qui payent les retraites et que s'il y a toujours moins de travailleurs et toujours plus de retraités, il arrivera fatalement un jour où les retraites ne seront plus payées.

Quand on oublie la France, on oublie qu'un territoire abandonné c'est d'abord une ressource dont le pays se prive.

Quand on oublie la France, on oublie que c'est la productivité de tous, et pas seulement celle de quelques-uns, qui fait la force de l'économie.

Quand on oublie la France, on oublie que dans une Nation tout se tient, que la prospérité de chacun dépend de la prospérité de tous, que le bonheur de chacun dépend aussi du bonheur de tous. La prospérité au milieu de la misère, le bonheur au milieu du malheur, cela ne dure jamais bien longtemps.

Quand on oublie la France, on oublie que l'on ne peut pas faire un pays qu'avec des cadres, des ingénieurs ou des savants. On oublie qu'une France sans agriculteurs, sans ouvriers, sans artisans, sans usines, sans fermes, sans ateliers, serait une France qui aurait perdu une partie de son âme, de sa culture et de son identité et que ce serait une France qui serait économiquement à la merci des autres.

Quand on oublie la France, on oublie que l'État c'est tous les Français et que la dette de l'État et la dette des Français, c'est une seule et même dette, on oublie que l'on ne peut pas bâtir une société et une économie prospères sur la ruine de l'État, ni la prospérité de l'État sur la ruine de la société et de l'économie.

La France, c'est le nom que nous donnons à la solidarité entre les Français d'aujourd'hui et entre les générations.

C'est ce qui nous appelle sans cesse à ne pas sacrifier l'avenir au présent.

Seul le prononcé fait foi
6/13

LA FRANCE FORTE

NICOLAS SARKOZY

La France, c'est le nom par lequel nous disons le mieux notre amour à nos enfants et à nos petits-enfants. C'est aussi le mot qui nous fait nous souvenir avec respect et avec tendresse de ceux qui nous ont aimés assez pour nous laisser ce pays magnifique.

Les ouvriers qui m'ont dit à la centrale nucléaire de Fessenheim : « Ils nous ont vendus » savent bien que l'on ne croit pas en son pays quand on est prêt à arrêter des dizaines de réacteurs nucléaires en contrepartie d'un accord électoral qui se fait sur le dos de milliers d'ouvriers de la filière nucléaire française.

Aimer la France, c'est refuser de sacrifier son avenir, on ne peut pas dilapider ainsi l'un de ses meilleurs atouts.

Aimer la France, c'est refuser d'accepter les 35 heures qui mettent tant d'entreprises françaises hors d'état d'affronter la concurrence des entreprises étrangères.

Aimer la France, c'est refuser de promettre la retraite à 60 ans en sachant que dans moins de 10 ans on ne pourra plus payer les retraites.

Aimer la France, c'est refuser d'augmenter les dépenses et d'augmenter les impôts en pleine crise de la dette.

Aimer la France, c'est refuser d'aborder l'immigration par la seule posture idéologique. C'est un sujet qu'il faut évoquer avec gravité parce qu'une immigration non maîtrisée est la cause de beaucoup de souffrances. Les premiers à en souffrir sont ceux que l'on n'est pas capable d'accueillir dignement et qui se sont souvent fait dépouiller de toutes leurs économies par des passeurs sans scrupules qui n'ont pas hésité à mettre leur vie en danger.

Il y a d'autres conséquences très lourdes qu'on n'a pas le droit de cacher aux Français. Si l'on ne maîtrise pas l'immigration alors que le chômage reste si élevé, notre protection sociale ira droit à la faillite, notre pacte social explosera car nous n'aurons pas les moyens de le financer et ce seront les plus faibles, les plus vulnérables, ceux qui ont le plus besoin de la solidarité nationale qui en souffriront le plus.

Je n'ai jamais été pour l'immigration zéro qui pour un pays comme la France n'a tout simplement pas de sens. Mais refuser tout contrôle, récuser l'immigration choisie laissant ainsi la porte ouverte à l'immigration subie, c'est irresponsable.

Rien n'est pire que la bonne conscience qui ne veut pas regarder en face les conséquences de ce qu'elle réclame. Régulariser massivement, ouvrir toutes les vannes, ce n'est ni plus ni moins qu'une faute morale.

Quand on aime la France, on ne réduit pas la nationalité française à une adresse et on ne prend pas le risque du vote communautaire qui ferait peser sur les élus locaux une pression communautariste immense et voler en éclat notre pacte républicain.

Seul le prononcé fait foi
7/13

LA FRANCE FORTE

NICOLAS SARKOZY

Quand on aime la France, on ne propose pas de ratifier la charte des langues régionales et minoritaires qui n'a pas pour but de faire vivre les langues régionales mais de reconnaître des droits linguistiques à toutes les minorités et de les placer sous le contrôle d'une Cour européenne qui jugera sans tenir compte de notre histoire nationale et de notre tradition républicaine.

C'est le communautarisme qui est au bout du chemin et pas la défense d'un magnifique patrimoine de langues et de cultures qui font la richesse de notre pays.

Je veux défendre ce patrimoine. Mais je veux m'opposer à toute dérive communautariste qui ruinerait des siècles d'efforts et de sacrifices pour nous construire un État, une Nation et une République dont nous pouvons être fiers et dont nous tirons notre force et notre intelligence collectives.

Je me souviens de ceux qui, il n'y a pas si longtemps, refusaient l'interdiction de la burqa parce que leurs convictions n'étaient pas suffisamment fortes.

Je me souviens de ceux qui voulaient séparer les hommes et les femmes dans les piscines municipales parce qu'ils étaient prêts à tous les compromis.

Je vois ce qui se passe encore dans certaines cantines scolaires.

Je vois tous les jours la laïcité attaquée par ceux-là même qui prétendent la défendre contre des menaces imaginaires alors que leurs attaques à eux sont bien réelles.

Quand on aime la France, on défend ces valeurs qui sont à l'opposé du communautarisme.

Quand on aime la France, on ne dresse pas les minorités contre la République.

Quand on aime la France, on n'est pas du côté de ceux qui pour défendre leurs intérêts bloquent le pays et prennent les Français en otage dans des conflits qui ne concernent que des minorités protégés par des statuts dont elles ont fini par penser qu'ils leur donnaient tous les droits.

Quand on aime la France, on est pour la continuité du service public parce que la continuité du service public c'est un devoir pour les agents du service public.

Quand on aime la France, on n'est prisonnier d'aucun groupe de pression, d'aucun syndicat, d'aucune clientèle, d'aucune minorité.

Quand on aime la France, on ne se pose qu'une seule question, celle de l'intérêt général.

Aimer la France, c'est tenir la parole de la France. La parole de la France, on la respecte.

Quand on aime la France, on a l'obsession de ne pas l'affaiblir.

Seul le prononcé fait foi
8/13

LA FRANCE FORTE

NICOLAS SARKOZY

Quand on aime la France, on ne ment pas tous les jours aux uns pour faire plaisir aux autres. On tient le même discours à tout le monde parce que c'est la seule façon de respecter les Français.

Quand on aime la France, on dit la vérité aux Français sur ce que l'on veut faire, sinon on jette le discrédit sur la parole publique.

Il faut avoir le courage de dire aux élites qu'une partie d'entre elles n'a pas été à la hauteur de ses responsabilités en s'octroyant des rémunérations qui défiaient le sens commun. C'était une minorité, certes, mais qui a trahi ses valeurs.

Il faut avoir le courage de dire à la jeunesse qu'elle ne réussira rien sans effort.

Il faut avoir le courage de dire aux ouvriers qu'ils ne pourront pas gagner plus en travaillant moins.

Il faut avoir le courage de dire aux retraités que l'on ne pouvait pas continuer à payer les pensions à crédit.

Oui, il faut avoir ce courage. Ce courage d'aimer la France et de respecter les Français.

Il faut que cette campagne soit une campagne de vérité.

Cette vérité, les Français la méritent, la France en a besoin.

Où est la vérité quand on explique en même temps que l'on veut punir les voyous et abroger la loi sur la récidive et les peines planchers ?

Où est la vérité quand on ne dit pas la même chose selon l'interlocuteur auquel on s'adresse, quand on dit tout et son contraire lorsqu'on est d'un côté de la Manche ou de l'autre, quand on fait semblant d'être Thatcher à Londres et Mitterrand à Paris ?

Où est la vérité - à moins que nous n'ayons pas bien compris - quand chaque jour on dit le contraire de la veille.

Un jour on avance que tous les clandestins vont être régularisés.

Un autre jour on dit que non, que ce sera au cas par cas.

Un jour on annonce le retour de la retraite à 60 ans.

Le lendemain on dit qu'il fallait comprendre autre chose. On ne sait toujours pas quoi.

Un jour on annonce la fin du quotient familial.

Le lendemain on a l'air de dire que non mais que l'on va quand même tout changer.

Seul le prononcé fait foi
9/13

LA FRANCE FORTE

NICOLAS SARKOZY

Un jour on annonce la légalisation de l'euthanasie.

Un autre jour on déclare que l'on a mal compris.

Mais la fin de la vie est un sujet douloureux qui ne devrait pas être instrumentalisé. C'est un dilemme profondément humain que la loi sans doute, comme elle le fait déjà, peut encadrer mais qu'à mes yeux elle ne peut pas trancher.

Quand on aime la France, on ne fragilise pas les institutions qui forment la trame de sa vie sociale.

La famille, le mariage font partie de ces institutions qu'il ne faut aborder qu'avec infiniment de précaution. Quels que soient les bouleversements qu'elles ont connus depuis quelques décennies, elles restent des repères, des références profondément ancrés dans la conscience collective et qui font partie de notre identité.

Je voudrais que chacun aborde des sujets aussi profonds que la fin de vie, le mariage, la filiation, la famille, de façon apaisée, en respectant les souffrances des uns, les angoisses des autres, les convictions intimes de chacun, qu'elles soient philosophiques, morales ou religieuses.

Faire partie d'une même Nation, être Français, c'est accepter l'idée que ce qui nous unit est plus fort que ce qui nous sépare, qu'il ya entre chacun d'entre nous un lien fraternel de solidarité, de compréhension et de respect que nous ne devons pas abîmer en nous insultant et en nous déchirant.

C'est l'esprit dans lequel j'aborde cette campagne.

C'est l'esprit avec lequel je veux aller à la rencontre des Français.

Dans une campagne, il y a des convictions qui s'affrontent, il y a des opinions qui se combattent, il y a des personnalités qui s'opposent.

Mais il n'y a aucune raison de se laisser aller à des attaques basses qui ne feraient qu'exprimer un manque de considération pour les Français qui méritent un débat d'une certaine tenue.

Une campagne présidentielle c'est, pour un homme, une rude épreuve de vérité et de sincérité. Il ne faut pourtant pas la vivre douloureusement. C'est un moment privilégié où l'on peut rencontrer les Français, les écouter et leur parler.

Je vais à cette rencontre sans protocole, sans intermédiaire, plus libre que je ne l'ai jamais été depuis cinq ans.

Je vais à cette rencontre tel que je suis, sans détours, sans artifices de communication, heureux de parler de notre pays et de dire les leçons que je tire de mon expérience pour son avenir.

Seul le prononcé fait foi
10/13

LA FRANCE FORTE

NICOLAS SARKOZY

Je vais à cette rencontre fort de ce que j'ai appris de toutes les souffrances auxquelles je ne pouvais pas répondre.

Celle de la victime dont on n'a pas retrouvé le coupable.

Celle de la mère et de l'enfant qui pleurent devant le cercueil d'un soldat mort pour la France.

Celle du chômeur de 50 ans dont l'usine vient d'être délocalisée et qui ne sait pas comment il va faire vivre sa famille.

Je vais à cette rencontre en sachant que la volonté ne peut pas tout mais que sans la volonté on ne peut rien.

Certains considèrent qu'il vaut mieux ne rien tenter que de prendre le risque d'échouer, de donner comme ils disent de faux espoirs. Mais si l'on ne veut rien, si l'on ne tente rien, si l'on ne prend jamais le risque d'échouer, on peut être certain qu'il n'y a plus rien à espérer du tout. Quand on risque d'échouer, on risque aussi de réussir. Alors je préférerai toujours prendre le risque d'échouer que de renoncer à la possibilité, même la plus mince, de réussir. S'il y a une chance d'empêcher qu'une vie s'abîme, s'il y a une chance de sauver un emploi, s'il y a une chance d'éviter une souffrance, je ne me résignerai jamais à ne pas la tenter.

Rester les bras croisés devant un problème simplement parce qu'il est difficile ou lever les bras au ciel en s'écriant que contre le chômage on a tout essayé ou que l'État ne peut pas tout et que par conséquent on ne fait rien, c'est une conception de la politique qui ne sera jamais la mienne.

Je n'ai pas toujours réussi ce que j'ai entrepris, mais chez SeaFrance, chez Lejaby, chez Photowatt ou chez Alstom, il y a des ouvriers qui sont soulagés de ne pas avoir été abandonnés. Et les dizaines de milliers de travailleurs qui ont sauvé leurs emplois qui étaient condamnés d'avance grâce à l'action du Fonds Stratégique d'Investissement ou du Médiateur du crédit à laquelle personne ne croyait, que l'on aille leur demander s'ils auraient préféré que l'on ne tenta rien.

Tout tenter même quand il semble que les chances sont faibles. Voilà ma conception de la responsabilité en politique.

La responsabilité c'est une valeur dont je veux parler aux Français.

C'est une valeur que l'on a trop négligée.

La responsabilité c'est le contraire de l'impunité.

Chacun doit être responsable de ses actes.

Chacun doit assumer les conséquences de ce qu'il fait, de ses erreurs, de ses fautes, de ses manquements, comme de ses réussites.

Seul le prononcé fait foi
11/13

LA FRANCE FORTE

NICOLAS SARKOZY

L'impunité pour le fraudeur, pour le voyou, ce n'est pas acceptable. Mais l'impunité en haut de l'échelle ne l'est pas davantage.

Quand un préfet ne fait pas son travail, il doit être changé.

Quand un juge commet une faute, il doit être sanctionné car il n'y a aucune indépendance qui exonère de toute responsabilité.

Je veux aller à la rencontre des Français pour leur parler de l'autorité, cette valeur que l'on a tant dénigré dans le passé et dont on se rend compte à quel point maintenant elle manque.

Je veux aller leur parler de l'autorité du maître à l'école, de l'autorité du professeur, du policier, de l'autorité de l'État, de l'autorité de la loi.

Je veux leur parler de l'autorité que confèrent le savoir et la morale.

Je veux leur dire qu'un monde sans autorité est un monde sans liberté, parce que l'autorité et la liberté c'est complémentaire, c'est l'ordre et le mouvement, la transmission et la transgression.

Je veux aller à la rencontre des Français leur parler du travail qui n'est pas seulement une valeur économique mais aussi une valeur morale.

Je ne veux pas aller à la rencontre des Français pour parler à la droite, à la gauche ou au centre. La France, c'est tous les Français. Ce ne sont pas des camps, des partis, des factions qui ne cessent jamais de se combattre avec la certitude d'être le bien contre le mal.

Au-dessus des partis, il y a la France et il faut l'aimer davantage que son propre parti si l'on en a un !

Je veux dire aux Français qu'il ne faut pas toujours se demander si une idée est de droite ou de gauche, mais si elle est bonne pour le pays.

Je veux dire aux Français que pendant cinq ans j'ai pu mesurer la puissance des corps intermédiaires qui s'interposent parfois entre le peuple et le sommet de l'État, qui prétendent souvent parler au nom des Français et qui en réalité confisquent la parole des Français.

Que ce soit pour l'autonomie des universités, les régimes spéciaux, le service minimum, la réforme des ports ou les retraites, j'ai pu mesurer bien souvent la difficulté de réformer quand les Français n'ont pas leur mot à dire. Ce ne sont pas les Français qui sont rétifs aux réformes mais les corps intermédiaires qui n'aiment rien tant que l'immobilisme.

Seul le prononcé fait foi
12/13

LA FRANCE FORTE

NICOLAS SARKOZY

Je veux aller dire aux Français que je veux leur rendre la parole. Les défis sont trop grands et les changements nécessaires pour les relever sont trop importants pour que les Français n'y soient pas associés directement.

Le droit à la formation des chômeurs, le contentieux de l'immigration sont des sujets sur lesquels les Français pourront être consultés. Il y en a d'autres.

J'ai bien entendu les cris de ceux qui pensent que se tourner vers le peuple c'est du populisme parce qu'au fond d'eux-mêmes ils trouvent que le peuple n'est pas assez raisonnable, pas assez intelligent pour qu'on lui demande son avis. Ils ne voudront rien lâcher de leur pouvoir. Ils résisteront. Ils ont fait la même chose au général de Gaulle en 1962 pour l'élection du Président au suffrage universel.

Mais je veux être le candidat du peuple de France.

Je ne serai pas le candidat d'une petite élite contre le peuple.

Le référendum c'est l'esprit de la Vème République.

La Vème République nous lui devons beaucoup. Nous lui devons un État digne de ce nom que la IVème République et le régime des partis avaient si dramatiquement abaissé.

La France a un État fort, un Gouvernement qui gouverne. C'est un atout qu'il ne faut pas perdre.

Avec la réforme de la Constitution j'ai voulu trouver une voie raisonnable qui ne modifie pas les grands équilibres de nos institutions mais qui redonne des droits au Parlement et à l'opposition parce que je pensais que c'était souhaitable pour notre démocratie. La majorité ne s'affaiblit pas lorsqu'elle reconnaît des droits supplémentaires à l'opposition. Quand on est fort et sûr de ses convictions, on tend la main, on ne ferme pas le poing.

Il reste la question du mode de scrutin qui tient à l'écart du Parlement, de grands courants de notre vie politique et qui pousse en définitive aux manœuvres d'appareils dont je parlais il y a un instant.

Je le dis d'emblée : je suis convaincu qu'un mode de scrutin a d'abord pour objectif de dégager une majorité capable de gouverner. C'est pourquoi je suis attaché au scrutin uninominal à deux tours qui a cette vertu. Il me semble cependant que dans un souci de renforcement de notre représentation démocratique, on pourrait le corriger à la marge pour que tous les grands courants politiques puissent avoir des députés à l'Assemblée Nationale.

La République est plus forte quand tout le monde est représenté en son sein plutôt qu'en excluant systématiquement certains. Notre République, j'en suis convaincu, en sortira plus forte et la France aussi.

J'ajoute qu'il faudra engager sans tarder avec toutes les formations politiques, un dialogue pour arriver à réduire le nombre de nos parlementaires de façon

Seul le prononcé fait foi
13/13

LA FRANCE FORTE

NICOLAS SARKOZY

consensuelle et républicaine. La classe politique, dans toutes ses composantes, montrera ainsi l'exemple de la raison.

La France est forte quand elle montre l'exemple.

La France, j'ai vu ce qu'elle représentait pour les foules immenses qui l'ont acclamée en Côte d'Ivoire, en Libye ou en Géorgie.

A Copenhague, j'ai vu combien les pays les plus pauvres attendaient qu'elle parle pour eux.

Au G20, au Conseil de Sécurité, j'ai vu comment on écoutait la France lorsqu'elle prenait la parole.

J'ai vu le rôle qu'elle pouvait jouer en Europe depuis qu'avec l'Allemagne elle prend toutes les initiatives.

J'ai compris ce qu'elle pouvait accomplir en Méditerranée lorsqu'elle a fondé l'Union pour la Méditerranée afin qu'en travaillant ensemble tous les peuples de la Méditerranée cessent de se haïr et apprennent à se connaître, à se respecter et peut être à s'aimer.

Certes c'est difficile. Mais qu'y avait-il de mieux à faire que de commencer à forger l'idée de cette destinée commune de l'Europe et de la Méditerranée qui est le plus grand et le plus beau rêve de civilisation qui puisse se concevoir.

À Marseille, capitale française de la Méditerranée, où l'on sait ce que la Méditerranée représente pour la France, pour sa culture, pour son identité, mais aussi pour son avenir,

À Marseille je veux dire que lorsque l'on aime la France, on ne peut pas tourner le dos à cette mer d'où nous vient l'idée que nous nous faisons de la civilisation et cette lumière magnifique qui n'a cessé depuis 2000 ans d'éclairer notre pensée.

La France, patrie des Droits de l'Homme qui ne transige plus avec ses valeurs et qui se bat aujourd'hui au côté de tous les peuples qui veulent se libérer, la France n'est pas un pays comme les autres.

Malraux disait que c'est un pays qui est plus grand lorsqu'il l'est pour les autres que lorsqu'il l'est pour lui-même.

Ce pays c'est le nôtre.

Ce pays nous l'aimons.

Ce pays c'est nous tous. Ce pays nous l'avons rendu plus fort.

Aidez-moi à réussir pour la France, Aidez-moi à rassembler le peuple de France.

Vous êtes le peuple de France !

Seul le prononcé fait foi
14/13

LA FRANCE FORTE

NICOLAS SARKOZY

Vive la République !

Vive la France !

Seul le prononcé fait foi
15/13